



# Pour les salaires, les pensions, les bourses d'études, les minimas sociaux : toutes et tous en grève le 29 septembre !

Les mesures gouvernementales annoncées sur le pouvoir d'achat sont en dessous de la situation de paupérisation de la population. La loi votée cet été se contente de poser quelques rustines et, à travers les exonérations de cotisations, ampute le salaire socialisé, fragilisant la protection sociale. Le compte n'y est pas. Le paquet de mesures censées soutenir le pouvoir d'achat des français-es ne suffira pas à compenser l'inflation galopante. L'Insee évalue la hausse des prix à 6,1 % en juillet et probablement à près de 7 % en septembre. Dans la fonction publique, la revalorisation de 3,5 % de la valeur du point d'indice est en deçà de l'urgence à relever l'ensemble des rémunérations de 10 % au moins tout de suite pour préserver les conditions de vie de tou-te-s. La revalorisation de 4 % des pensions pour les retraité-e-s, des minimas sociaux et des bourses étudiantes ne suffisent pas à pallier l'inflation. A la rentrée, les étudiant-e-s subissent une hausse du coût de la vie étudiante qui s'élève à 6,47 %, sans parler des salarié-e-s du privé à qui on propose de sacrifier leurs RTT pour augmenter leur rémunération.

**Non seulement Insuffisantes mais de plus injustes, les mesures pour le pouvoir d'achat annoncées par le gouvernement profiteront principalement aux riches.**

La crise énergétique pèse déjà fortement sur la population, particulièrement les plus précaires, tandis qu'aucune mesure réelle n'est prise pour une transition écologique juste.

Le gouvernement se contente d'incitations à des économies d'énergies culpabilisantes, tandis que d'autres pays européens s'engagent dans la taxation des superprofits des entreprises du secteur énergétique et que d'autres mettent en place des passes ferroviaires gratuits ! Les dégâts écologiques s'aggravent et beaucoup sont irréversibles. Les travailleurs et travailleuses n'ont pas à subir les conséquences de la crise climatique et de l'inaction des gouvernements successifs. Plus de justice sociale ne nuit pas à la préservation de notre environnement contrairement à ce que voudraient nous faire croire le gouvernement et le patronat !

**Les luttes sociales et environnementales sont liées, il n'y aura pas de justice climatique sans justice sociale.**

Le gouvernement poursuit de même une politique fiscale qui assèche les comptes de l'Etat au profit des grandes entreprises et au détriment des services publics et du financement de la transition écologique. Nos organisations syndicales dénoncent également l'offensive libérale du gouvernement Macron contre l'éducation nationale, la recherche et l'enseignement supérieur. Par ailleurs, il prévoit une contre-réforme de l'assurance chômage qui va à l'encontre du droit des travailleurs et travailleuses de la possibilité d'avoir des indemnités du chômage justes, une réforme du RSA qui le conditionnerait à une obligation de travailler de 15 à 20 h hebdomadaires, et continue d'envisager une réforme des retraites qui exigerait de travailler davantage et pourrait conduire à amputer encore davantage le montant des pensions.

En ce qui concerne les jeunes et leurs familles, les aides (bourses, APL, allocation de rentrée scolaire) ne sont pas suffisantes pour compenser l'inflation. Une revalorisation significative des bourses scolaires, des APL et de l'ARS est nécessaire pour pallier le prix de la rentrée (qui avec l'inflation a grimpé de 5 à 10 %).

De plus, trop peu de familles bénéficient de ces aides en raison du plafond de ressources à ne pas dépasser.

C'est pourquoi la CGT, Solidaires, la FSU, l'UNEF, la Voix Lycéenne et la Confédération Paysanne appellent dès à présent à une journée de grève interprofessionnelle le jeudi 29 septembre qui doit s'inscrire dans une mobilisation large et dans la durée.

**Quand l'injustice devient loi, il est de notre devoir de nous mobiliser, de ne pas être dans la fatalité et l'immobilisme. Lutter, c'est agir !**

**Toutes et tous en grève et en manifestation le 29 septembre !  
Départ de la manifestation à 10h30 Place des Luttes (Place des Carmes).**

